

Introduction Conseil national Pierre Laurent
Vendredi 15 avril 2016

Chères, chers camarades,

Mon introduction sera brève. Vous avez entre les mains une proposition de résolution de notre Conseil national. J'irai donc droit au but en concentrant mon propos sur la teneur.

Nous pourrions l'adopter après discussion et enrichissement cet après-midi.

Notre Conseil national se tient alors que les débats préparatoires de notre congrès entrent dans une nouvelle phase. Après la période prévue par nos statuts, la Commission de transparence a validé les textes alternatifs présentés par les communistes qui le souhaitaient. Comme vous le savez, il y en a quatre.

Entre les 2 et 5 mai prochains, les communistes auront donc un premier vote important à effectuer pour décider lequel de ces textes, la base commune adoptée par le CN ou l'un de ces textes alternatifs deviendra la base à amender et à enrichir dans les conférences de section, départementales et au Congrès. Je le rappelle, nous n'adoptons pas dans ce vote un texte définitif mais bien un texte qui continuera d'évoluer jusqu'au Congrès.

C'est évidemment important à rappeler pour 2 raisons :

- La première est démocratique. Notre conception de la construction de l'unité des communistes n'est pas celle du ralliement à un texte, même si, *in fine*, nous prenons des décisions à la majorité. Notre conception est celle de l'enrichissement maximum à partir de la diversité des communistes. Jusqu'au bout, nous devons donc chercher à progresser ensemble vers la position commune la plus rassembleuse parmi les communistes.
- La seconde raison tient à la situation politique très évolutive dans laquelle nous nous trouvons.
Nos réponses à ces évolutions ne peuvent pas attendre juin. C'est aussi pour cela que nous avons décidé de tenir un CN aujourd'hui.

La résolution tient compte de ces deux éléments : la progression du débat des communistes ; l'évolution de la situation politique.

Sur ce second point, je veux souligner d'emblée l'extrême gravité de la situation. L'attitude du pouvoir de François Hollande et Manuel Valls enfonce le pays dans une crise très grave, marquée par une rupture de confiance inédite avec la grande masse de notre peuple. Cette défiance crée une situation dangereuse à bien des égards, pour le pays et pour le camp du progrès. Elle appelle de notre part un grand esprit de responsabilité. Beaucoup dépend des initiatives politiques que nous saurons, ou pas, prendre pour faire face à cette situation dont la droite, l'extrême droite et tous les tenants d'une recomposition durable autour des forces libérales vont chercher à tirer profit. Les grandes manœuvres sont déjà lancées de toutes parts.

Permettez-moi de faire rapidement 5 remarques :

1. La première tient au débat des communistes. Il a largement commencé dans le Parti depuis

la publication de la base commune adoptée par le CN.

Notons d'abord que nos camarades ont repris depuis le début de l'année avec beaucoup d'énergie, et l'action – ils sont de toutes les mobilisations – et le débat. C'est une nouvelle fois la preuve de notre richesse militante.

Les points saillants du débat sont brièvement synthétisés dans le préambule de la résolution. Nous aurons à l'évidence à enrichir, tout en restant lisibles, notre texte de projet « le temps du commun » sur lequel les attentes et l'intérêt sont manifestes.

Il nous faut également entrer dans une nouvelle phase du débat sur le Parti, en passant dans les sections et les fédérations à la formalisation d'axes de transformation concrets du Parti pour progresser ensemble vers un relevé de décisions explicatif au Congrès. Là aussi, les attentes sont nombreuses et concrètes.

Le débat s'est naturellement aussi focalisé sur 2017. La résolution actualise et clarifie notre proposition, comme j'avais commencé à le faire dans une adresse aux communistes, il y a deux semaines. Nous sommes plus précis encore en tenant compte des évolutions récentes.

Le débat sur des « primaires » a suscité beaucoup de réactions, parfois vives. Il est normal que nous en tenions compte, afin de répondre tous ensemble à la question qui nous est posée : comment permettre à une alternative de gauche de détourner le piège politique tendu en 2017 et d'ouvrir un espoir progressiste à notre peuple ? Car, comme en toutes circonstances, la seule question qui nous intéresse est celle-là : comment être utile à notre peuple ?

J'en viens à mes remarques.

1. Ce qui se passe avec les mobilisations contre la loi El Kromri est nouveau et très positif.

Une partie importante de la jeunesse et du monde salarié est à nouveau entrée dans l'action.

Cette mobilisation porte sur la loi El Kromri, pour un mouvement dans la durée visant au retrait de la loi, mais réveille également le débat chez de nombreux électeurs de gauche qui veulent reprendre la main sur l'avenir politique et ne plus subir le travail idéologique de résignation d'Hollande, Valls et Macron. Nuit Debout est le symptôme de cette volonté.

Les communistes sont actifs dans ce mouvement et chacun a noté la place remarquable de la JC. Cette mobilisation n'est donc pas seulement une lutte de plus, elle est le signe d'une évolution de la situation politique, qui marque la rupture probablement irréversible entre François Hollande et une grande masse des électeurs de gauche.

Le pouvoir est isolé comme jamais, comme le montrent l'émission d'hier soir et les commentaires qui l'entourent, l'échec de la révision constitutionnelle a d'ailleurs été une victoire annonciatrice contre ce pouvoir qui lui a fait mal.

2. L'isolement du pouvoir Hollande-Valls crée une situation contradictoire. D'un côté, à partir des mobilisations en cours et de la recherche d'une nouvelle perspective, peut grandir un rassemblement porteur d'alternatives progressistes. Mais rien ne sera spontané. Tout dépend en grande partie de nos motivations politiques.

Car la politique gouvernementale et ses thèmes idéologiques sur le coût du travail, la dette publique, la primauté de la question identitaire ou la guerre divisent le peuple et discréditent la gauche aux yeux de millions de français.

Qui, à gauche, peut prendre des initiatives de rassemblement, quand on sait l'état du PS et d'EELV ? Le Parti communiste a une considérable responsabilité pour que la recherche d'un nouvel espace ne s'échoue pas dans le vide.

De l'autre côté, donc, ce discrédit du pouvoir et la crise qu'il provoque à l'intérieur du principal parti à gauche et, ce faisant, le grand désarroi qu'il entraîne chez tous les électeurs, ouvrent l'espace non seulement à tous les espoirs de conquête de droite et de l'extrême droite, mais aussi à toutes les manœuvres de recomposition.

Emmanuel Macron, qui dispose de puissants soutiens dans les milieux économiques, et Manuel Valls viennent de lancer une offensive d'ampleur pour tourner la page de la gauche. Le premier enfourche sans complexe le thème du « ni droite ni gauche » pour justifier une recomposition libérale. Le second déclare dans *Libération* que l'identitaire domine désormais le social et évoque sans vraiment l'écarter la possibilité de grande coalition face au Front national.

Il cultive la thèse des deux gauches indissociables pour diviser durablement les forces sociales pressenties et finalement tirer et marginaliser la possibilité d'alternative majoritaire.

Des forces nombreuses et diversifiées travaillent donc à un autre objectif : fermer la porte pour longtemps à un possible changement de majorité pour un projet de transformation sociale.

3. Il est donc primordial, et même stratégique, de relancer l'initiative politique du Parti communiste pour une majorité de changement, en instruisant un front politique populaire et citoyen autour d'un projet progressiste transformateur.

Le rejet du pouvoir actuel n'est pas le ciment suffisant de ce front et nous devons pousser la réflexion sur ce point. C'est autour d'un projet de changement et de rassemblement des forces disponibles que nous ouvrons la voie à une issue positive de la situation.

Il s'agit donc pour nous de relancer, et même de renouveler dans les conditions de 2016-2017, l'initiative stratégique qui nous avait conduit à initier le Front de gauche autour de cette ambition majoritaire.

Des forces peuvent être disponibles mais les rassembler suppose de les mettre dans l'action et le débat en commun sur un projet et une méthode de convergence.

Voilà pourquoi, quelle que soit la forme qu'elle prenne, et c'est l'objet de notre débat sur les primaires ou tout autre processus, cette exigence et cette ambition ne peuvent être sacrifiées, en laissant en quelque sorte passer 2017. Ce qui se joue dès maintenant c'est 2016-2017 et après.

4. Notre ambition majoritaire doit décliner notre travail sur tous les fronts : majorité populaire, majorité législative et présidentielle.

La résolution insiste pour mieux encore les mettre en débat dans le Parti la dimension citoyenne de notre démarche stratégique, et la question des élections législatives.

Sur ce point, il s'agit bel et bien de traiter ces élections comme une échéance à part entière, ainsi que l'ont très bien souligné dans leur tribune Pascal Savoldelli et André Chassaigne.

5. Le débat que nous avons sur les primaires doit être explicite. Évidemment, il n'a jamais été question de se rassembler derrière un tenant socialiste de la politique actuelle, Hollande ou un autre. La direction du PS, là aussi isolée, est la seule à s'accrocher à cette perspective, et son objectif est clair, tuer toute primaire qui ne servirait pas cet objectif.

La résolution, en clarifiant très clairement sur ce point nos objectifs, propose de relancer un processus citoyen et collectif avec tous ceux qui veulent reconstruire un projet de gauche capable de sortir notre pays et notre peuple de la crise actuelle.

Ils sont nombreux dans l'électorat de gauche, parmi les signataires d'appels, dans toutes les formations de gauche à vouloir, comme nous, un processus citoyen et collectif décisionnaire.

Projet et implication citoyenne sont les deux piliers pour nous.

La consultation citoyenne que nous proposons, d'une ampleur populaire inégalée, et les débats citoyens seraient les outils de cette construction populaire jusqu'à l'automne. Nous vous proposons de mettre sur la table de nouvelles propositions adressées à ces forces.

A l'heure où des millions de gens cherchent un espoir nouveau, à nous d'être au rendez-vous. Je le répète, nous sommes dans un moment crucial où nos responsabilités sont engagées. Le Parti peut jouer un grand rôle.

Voilà, chères, chers camarades, quelques remarques d'introduction à notre débat.